MINISTÈRE DE LA JUSTICE NOS produits, vas soluRÉRUBLIQUE DE COTE D'IVOIRE ET DES DROITS DE L'HOMME

Union - Discipline - Travail





ECOLE DE LA MAGISTRATURE

CONCOURS DIRECT D'ADMISSION AU TITRE DE L'ANNÉE 2024

SESSION 2023: EPREUVE DE PRESELECTION

QUESTIONNAIRE N° 02/ REPONDRE PAR VRAI (F) OU FAUX (F) LA BONNE REPONSE (x)

- 1. L'administration ivoirienne est organisée selon les procédés de la déconcentration et de la décentralisation : V ou F
- 2. La déconcentration permet la décentralisation : V ou F
- 3. Le district autonome est une collectivité territoriale : V ou F
- 4. La Commune est une collectivité décentralisée : V ou F
- 5. La ville d'Abidjan a un statut administratif particulier: V ou F
- 6. Le Maire est une autorité de police judiciaire : V ou F
- 7. L'acte administratif régulier peut être retiré à tout moment: V ou F
- 8. Le recours pour excès de pouvoir a un effet suspensif: V ou F
- 9. La responsabilité administrative peut être engagée même s'il n'y a pas de faute de l'agent : V ou F
- Le Conseil Municipal est l'organe exécutif de la commune : V ou F
- Il existe trois ordres de juridictions en CI : V ou F 11.
- Les juridictions ivoiriennes sont toutes à double degré : V ou 12.
- Les jugements rendus par les sections des tribunaux sont 13. susceptibles de recours devant les tribunaux de première instance: Vou F
 - 15; L'appel est une voie de rétractation : V ou F
 - 16Le Ministère public peut former opposition contre une décision rendue en son absence : V ou F
 - 17La procédure pénale ivoirienne est régie par des principes directeurs : V ou F
 - 18Les personnes morales ne sont pas pénalement responsables : V ou F
 - 19.Le contrôle judiciaire peut être transformé en détention préventive : V ou F
 - 20. L'inculpé a le droit de garder le silence : V ou F

21.La présence d'un avocat au cours de l'enquête de police judicia est désormais obligatoire : V ou F

22.Le Conseil Constitutionnel est une juridiction de l'ordre administratif: V ou F

23.Les juges consulaires sont des magistrats professionnels: V ou

- 24. L'appel peut être exercé en matière de crime : V ou F
- 25.La vente d'un véhicule fait naitre à la charge du vendeur une obligation de résultat : V ou F

26.L'obligation naturelle est le rapport de droit qui nait entre un créancier et son débiteur : V ou F

- 27.La donation est un acte juridique unilatéral : V ou F
- 28.Un acte unilatéral peut devenir un contrat : V ou F
- 29. Convention et contrat sont des synonymes : V ou F
- 30L'obligation de restitution peut s'étendre aux fruits de la chose restituée : V ou F
- 31. Nullité et caducité sont des synonymes : V ou F
- 32. Combien de ko il y a-t-il dans un Go?
- a. 1000;
- b. 100 000;
- c. 1000000 ;
- d. 10 000 000.
 - 33.Parmi les supports suivants, lesquels sont des supports de sauvegarde amovibles ?
- a. Le CD Rom;
- b. La clé USB;
- c. L'espace de stockage de l'ENT;
- d. Le disque dur externe ;
- e. La ram.
 - 34. Comment faire pour envoyer cinq(05) photos numériques en une seule fois ?
 - a. Créer un dossier et les y mettre ;
 - b. Créer une archive;
 - c. Nommer les cinq fichiers de manière identique ;
 - d. Fusionner les cinq photos;
 - e. Réduire la taille des photos.

35.La justice est gratuite : V ou F

36.Le procès pénal peut se dérouler en l'absence du Ministère public : V ou F

37.La faute est toujours intentionnelle en droit pénal : V ou F

- 38.L'infraction pénale est toujours une action : V ou F
- 39.Les infractions d'abstention ne sont pas punissables : V ou
- 40.La lésion est un vice du consentement : V ou F
 - 41. Un contrat entre des parties peut-être opposable à un tiers : V ou F
 - 42. Le tiers bénéficiaire d'une stipulation pour autrui est le véritable créancier de l'obligation promise : V ou F
 - 43.Les biens sont meubles par leur nature ou par destination de la loi : V ou F
 - 44. En fait d'immeubles, la possession vaut titre : V ou F
 - 45. La succession d'une personne décédée s'ouvre à la fin des obsèques : V ou F
 - 46.Le salaire de la femme mariée salariée est un bien commun : Vou F
 - 47.L'erreur sur la personne dans le mariage est une cause de divorce : V ou F
 - 48. Le mariage civil célébré en dehors de la Mairie n'est pas valable : V ou F
 - 49. La violence peut être légitime : V ou F
 - 50.Le bien commun est un bien inaliénable : V ou F
 - 51. L'existence du dommage suffit à le réparer : V ou F
 - 52. La complicité est une infraction à part entière : V ou F
 - 53.Les tentatives d'infractions sont toutes punissables : V ou F
 - 54.Les peines sont des sanctions infamantes : V ou F
 - 55. Le sursis à exécution fait disparaitre la peine : V ou F
 - 56.Les causes d'irresponsabilité pénale font disparaitre l'infraction : V ou F
 - 57. Les causes d'impunité favorisent la délinquance : V ou F
 - 58.Les faits justificatifs de l'infraction empêchent la réparation du dommage causé par l'infraction : V ou F
 - 59. L'infraction pénale est toujours une action : V ou F
 - 60.La responsabilité pénale des personnes morales se confond avec celles de leurs dirigeants : V ou F
 - 61.La responsabilité pénale des mineurs en conflit avec la loi est distincte de celle des majeurs en conflit avec la loi : V ou F
 - 62.Les causes d'aggravation de la responsabilité pénale sont toutes prévues par la loi pénale : V ou F
 - 63. Les causes d'atténuation de la responsabilité pénale relèvent de l'appréciation souveraine du juge : V ou F
 - 64. les mesures alternatives à l'emprisonnement s'appliquent obligatoirement aux mineurs délinquants : V ou F
 - 65.la participation à l'infraction n'entraine pas obligatoirement la répression de son auteur : V ou F

66. les peines et mesures de sureté sont des sanctions

l'infraction : V ou F

67. les immunités de poursuites empêchent également la mise en jeu de la responsabilité civile délictuelle : V ou F

- 68. la répression de la complicité d'infraction est la même que celle de la commission de l'infraction : V ou F
- 69. la complicité par instruction ou instigation n'est plus punissable en droit pénal ivoirien : V ou F
- 70. La protection pénale du mineur est assurée par le juge : Vou F
- 71.Le village est une circonscription administrative : V ou F
- 72. Tous les ministres du gouvernement ont un pouvoir réglementaire : V ou F
- 73. Un service public ne peut être géré par une personne de droit privé : **V ou F**
- 74. Le droit de grève dans l'administration est une violation du principe de la continuité du service public : V ou F
- 75.L'autorité administrative contractante peut modifier unilatéralement le contrat passé avec une personne de droit privé : V ou F
- 76. L'indignité successorale s'étend sur la descendance de l'indigne : V ou F
- 77.Le conjoint survivant contre lequel il existe un jugement de séparation de corps passé en force de chose jugée peut prendre part à la succession de son défunt mari : V ou F
- 78.Les héritiers succèdent dans l'ordre de naissance : V ou F
- 79.Les époux peuvent déroger par convention aux droits et obligations nés de leur régime matrimonial : V ou F
- 80.L'adage « nemo auditur..... » :
- a. Empêche les deux parties au contrat d'obtenir restitution de leurs prestations;
- b. Est pour la partie animée de l'intention immorale un obstacle à la restitution;
- c. Est pour les parties un obstacle à l'exercice de l'action en nullité pour cause immorale;
- d. N'est pas pour la partie animée d'intention immorale, un obstacle à l'exercice de l'action en restitution.
- 81. Constituent des erreurs vices du consentement :
- a. L'erreur sur l'identité civile de l'un des conjoints dans le mariage :

- b. L'erreur sur les motifs qui ont déterminé l'une des partie contracter;
- c. L'erreur sur la manière dont la chose objet du contrat est faite ;
- d. L'erreur directe sur la valeur de la chose objet du contrat.

82.Le dol est sanctionné par :

- a. La nullité absolue du contrat ;
- b. La rescision du contrat ;
- c. La nullité relative du contrat ;
- d. Le paiement de dommages intérêts ;
 - 83. Nullité et résolution sont des termes synonymes : V ou F
 - 84. La violence exercée sur un autre que le co contractant ne vicie pas le contrat : V ou F
 - 85. Le dol, d'un tiers ne constitue pas un vice du consentement : Vou F
 - 86. Tous les actes de violences des ascendants sur leurs descendants sont légitimes : V ou F
 - 87. Dans le cadre du code CIMA aucune cause étrangère n'est opposable par le gardien du véhicule à la victime : **V ou F**
 - 88.Un serveur est un employé du service informatique chargé de remplir les imprimantes en manque de feuille : **V ou F**
 - 89.Un ordinateur muni d'un navigateur peut être consulté sous l'eau : V ou F
 - 90. Linux est un exemple de logiciel propriétaire : V ou F
 - 91. Un logiciel open source signifie qu'il est gratuit : V ou F
 - 92. Un logiciel malveillant est un type de logiciel qui peut causer des dommages à un ordinateur : V ou F
 - 93.Un réseau peer-to-peer permet le partage direct des fichiers entre systèmes connectés sans nécessiter un serveur central : V ou F
- 94. La mémoire cachée est utilisée pour stocker les données fréquemment utilisées pour un accès rapide : V ou F
- 95. Microsoft Word est uniquement disponible sur les systèmes d'exploitation Windows : V ou F
- 96. Le principe de l'impartialité peut aussi se déterminer de manière objective, en fonction des circonstances dans lesquelles le juge intervient, en lien avec la composition de la juridiction ou le fait qu'il ait déjà connu de l'affaire auparavant, en une autre qualité : V ou F
- 97. Le principe du respect des droits de la défense est un principe de droit naturel qui vaut en toute matière : V ou F

de préférence liée au rang des justiciables : V ou F

99. Selon le principe d'égalité devant la justice, il n'est possible de retirer un procès à son juge naturel : V ou F

100. Il n'existe pas de privilège de juridiction lié à la nationalité ivoirienne des plaideurs : V ou F

- 101. La cour pénale internationale est une juridiction pénale de droit commun : V ou F
- 102. La loi pénale d'abrogation ne retro agit pas : V ou F
- 103. Les lois pénales de procédures sont des lois d'application immédiate : V ou F
- 104. La loi pénale doit être interprétée en faveur du délinquant : V ou F
- 105. La loi pénale plus douce n'est pas toujours applicable aux faits commis avant son avènement : V ou F
- 106. La preuve en matière pénale peut résulter d'un aveu : V ou F
- 107. La victime de l'infraction peut en être l'auteur : V ou F
- 108. La responsabilité civile de l'auteur de l'infraction s'étend à ses héritiers : V ou F
- 109. L'immunité familiale ne joue qu'à l'égard des enfants légitimes : V ou F
- 110. Il n'y a pas vol entre conjoints lorsque les époux sont mariés sous le régime de la communauté de biens : V ou F
- 111. L'établissement public est un mode de gestion du service public par la personne privée : V ou F
- 112. Le service public à caractère industriel est commercial n'est pas régi par le droit administratif : V ou F
- 113. L'année 1921 marque la fin d'une seule catégorie de service public : V ou F
- 114. La mission de service public et la police administrative sont les missions essentielles de l'Administration : V ou F
- 115. La Haute autorité pour la Bonne Gouvernance est une autorité administrative : V ou F
- 116. Le Président de la République ne peut déléguer ses pouvoirs à un ministre de son Gouvernement : V ou F
- 117. L'inspection Générale d'Etat a pour mission d'inspecter tous les services publics de l'Etat : V ou F
- 118. Les moyens juridiques de l'Administration sont l'acte unilatéral et le contrat : V ou F

- 119. Le contrôle en matière administrative s'exerce toujours suivant deux modalités : **V ou F**
- 120. Le recours administratif préalable est un recours facultatif en matière de contentieux administratif : V ou F
- 121. Si une information de profil est en « accès public », cela signifie-t-il que :
- a. Celle-ci peut être modifiée par tout internaute ;
- b. Qu'elle peut être vue par tout internaute ;
- c. Qu'elle n'est pas soumise à un droit d'auteur ;
- d. Qu'elle n'est pas interdite à un mineur de moins de 12 ans ;
 - 122. Si une personne met un commentaire sur la page Facebook d'une autre, qui est responsable de ce commentaire?
- a. L'hébergeur Facebook
- b. L'auteur du commentaire
- c. Le créateur de la page Facebook
- d. Le fournisseur d'accès internet

123. Qu'est-ce que l'accessibilité numérique ?

- a. C'est le fait qu'une zone soit couverte par le Wifi :
- b. C'est le fait que les contenus numériques peuvent être consultés par tout le monde;
- c. C'est le fait que tous les contenus en ligne sont accessibles sans authentification;
- d. C'est le fait que les documents soient diffusés dans un format ouvert.

124. Qu'est-ce qu'un wiki?

- a. Une technologie de communication sans fil;
- b. Un site web que n'importe quel internaute autorisé peut enrichir et modifier;
- c. Une borne alternative à accès libre dans un lieu public;
- d. Une URL courte pour envoyer dans un tweet;
- e. Un masque de diapositives libre de droit.

125. Que dire de Wikipédia?

- a. Toute information est contrôlée par un expert avant d'être publiée;
- b. Tout internaute peut compléter un article;
- c. Tout internaute peut voir les modifications récentes d'un article ;
- d. Tout article peut être modifié à n'importe quel moment.
 - 126. Quelles sont les informations à indiquer lorsqu'on fait référence à une page web dans un rapport ?
 - a. L'URL;

Nos produits, vas solutions!



- c. L'auteur;
- d. Le propriétaire du nom du domaine.
 - 127. La condition purement potestative dans un contrat lie ceux qui l'on stipulé : V ou F
 - 128. La condition suspensive dans un contrat ne produit aucun effet entre les parties : V ou F
 - 129. Le droit de propriété à un caractère absolu : V ou F
 - 130. La remise de dette accordée à une caution a également pour effet de libérer le débiteur : V ou F
 - 131. La délégation a pour effet la transmission au délégataire de l'obligation ancienne : V ou F
 - 132. Le principe de l'immutabilité de l'objet du paiement à un caractère absolu : V ou F
 - 133. La remise de dette est une action volontaire : V ou F
 - 134. Le Maire est une autorité de police administrative : V ou
 - 135. Les autorités administratives indépendantes sont soumises au contrôle hiérarchique : V ou F
 - 136. Le Conseil d'Etat est le juge de droit commun de l'administration : V ou F
 - 137. L'arrêt Nomel Agnès Antoinette du 18 janvier 2012 de la Chambre administrative de la Cour suprême affirme la spécificité de la responsabilité administrative en droit administratif ivoirien : V ou F
 - 138. Le contrat administratif n'assure pas l'égalité des parties : Vou F
 - 139. Les juridictions ivoiriennes de premier degré ne sont pas compétentes pour connaître du contentieux administratif : V ou F
 - 140. Le plein contentieux est un recours en annulation : V ou
 - 141. L'action récursoire a été instituée dans l'intérêt de la seule victime du dommage cause par l'administration : V ou F
 - 142. L'usurpation de pouvoir est une cause d'inexistence de l'acte administratif : V ou F
 - 143. Un ministre de la République est une autorité politique et non une autorité administrative : V ou F